

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206285]

**12 OCTOBRE 2023. — Décret relatif aux instances de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et portant modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

**Art. 2.** Dans l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le 2<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 3.** A l'article 4 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 20 octobre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

" 4<sup>o</sup> trois représentants des organismes assureurs wallons, qui ont voix délibérative ";

b) l'alinéa 2 est abrogé;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2, l'alinéa 2 est complété par le mot " wallons ".

**Art. 4.** A l'article 4/1 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015 et modifié par le décret du 31 janvier 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 3, alinéa 2 :

a) au 1<sup>o</sup>, les mots " du Collège central de stratégie et de prospective, " et les mots " et le règlement d'ordre intérieur commun aux groupes d'experts visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> " sont abrogés;

b) au 4<sup>o</sup>, les mots " plan d'administration " sont remplacés par les mots " plan d'entreprise ";

2<sup>o</sup> au paragraphe 5 :

a) le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

" 1<sup>o</sup> détermine, en concertation avec le Gouvernement, les orientations politiques générales, stratégiques et prospectives à moyen et long terme de l'Agence et sur la base des missions de l'Agence visées à l'article 5/6 ";

b) au 2<sup>o</sup>, l'alinéa 2 est abrogé;

c) le paragraphe est complété par un 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

" 3<sup>o</sup> remet un avis, d'initiative ou à la demande, au Gouvernement sur tout avant-projet de décret, proposition de décret ou projet d'arrêté à portée réglementaire tendant à modifier la législation ou la réglementation régionales relatives aux compétences transversales de l'Agence des matières visées à l'article 2/2. Dans l'exécution de cette mission, les représentants de l'Autorité ne participent pas à la délibération.

Le Conseil général peut solliciter l'avis des Comités visés aux articles 11, 18 et 21.

L'avis doit être communiqué dans un délai de trente-cinq jours à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet, sauf si le Gouvernement a fixé un autre délai. Passé ce délai, la formalité est censée avoir été accomplie.

Les avis rendus par le Conseil général sont communiqués au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie. ";

3<sup>o</sup> au paragraphe 7 :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " trois " sont chaque fois remplacés par les mots " deux " et le mot " wallons " est inséré entre les mots " assureurs " et " sont ";

b) à l'alinéa 2, la première phrase est complétée par les mots " ou procède à l'organisation d'un vote électronique au plus tard le lendemain de la séance selon les conditions et les modalités définies dans son règlement d'ordre intérieur. ".

**Art. 5.** L'intitulé de la section 3 du chapitre 1<sup>er</sup> du Titre II du Livre I<sup>er</sup> de la Partie I du même Code est remplacé par ce qui suit :

" Système d'informations socio-sanitaires ".

**Art. 6.** Les articles 5 à 5/5 du même Code sont abrogés.

**Art. 7.** L'article 5/6 du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019 et modifié par le décret du 3 février 2022, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 5/6. § 1<sup>er</sup>. L'Agence a, en tant que responsable du traitement des données, pour objectif de développer un système d'informations socio-sanitaires en matière de santé, protection sociale, handicap et famille.

A cet effet, l'Agence poursuit des missions de statistique, de veille des politiques, de recherche, d'évaluation qualitative et quantitative et de conseil.

Dans ce cadre, l'Agence traite des données relatives aux politiques visées à l'article 2/2 pour les finalités suivantes :

1<sup>o</sup> une finalité de *monitoring* du budget relatif aux politiques visées à l'article 2/2;

2<sup>o</sup> une finalité consultative afin d'apporter un soutien aux décisions politiques et de mettre en place les politiques visées à l'article 2/2 de manière cohérente et efficace;

3° une finalité évaluative et prospective afin de mesurer l'efficacité des politiques mises en place et de formuler des propositions pour améliorer les stratégies existantes;

4° une finalité statistique afin de collecter, construire, publier et mettre à jour des statistiques, des indicateurs et des données pour les matières visées à l'article 2/2;

5° une finalité de rapportage en communiquant des indicateurs ou des données agrégées vers d'autres institutions.

§ 2. Pour ce faire, l'Agence effectue les traitements de données suivants :

1° la collecte et centralisation des données socio-sanitaires en matière de santé, protection sociale, handicap et famille;

2° l'analyse des données visées au 1° en tenant compte, notamment, de la dimension du genre, du handicap, des conditions de travail, de l'emploi et d'autres facteurs d'inégalité sociale.

§ 3. L'Agence réalise des diagnostics de besoins, des évaluations et des études d'impacts concernant les politiques visées à l'article 2/2. Pour ce faire, elle met en oeuvre ou réalise :

1° des études épidémiologiques; 2° des études qualitatives;

3° des études quantitatives explicatives;

4° des évaluations de processus de réalisation des objectifs et d'impacts; 5° des études prospectives;

6° des bases de données en vue de permettre des études scientifiques.

§ 4. L'Agence utilise, dans le cadre du système d'informations socio-sanitaires, des données anonymisées.

§ 5. Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent article.

§ 6. Les opérateurs des politiques visées à l'article 2/2 agréés ou reconnus collaborent à la collecte des données nécessaires à l'exécution du présent article sauf les opérateurs qui le justifient au regard de la législation relative à la protection de la vie privée.

§ 7. L'Agence peut recourir à l'appui scientifique et académique d'experts indépendants et associer des représentants des usagers. "

**Art. 8.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 31 janvier 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, le 4° est abrogé;

2° à l'alinéa 4, les mots " responsables de branche " sont abrogés.

**Art. 9.** Dans l'intitulé de la section 5 du chapitre I<sup>er</sup> du Titre II du Livre I<sup>er</sup> de la Partie I du même Code, les mots ", au Conseil de stratégie et de " sont abrogés.

**Art. 10.** A l'article 7 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots ", le Collège central de stratégie et de prospective" sont abrogés;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 11.** A l'article 7/1 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " le Collège central de stratégie et de prospective" et la phrase " Le Collège central de stratégie et de prospective établit un règlement d'ordre intérieur commun aux groupes d'experts visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>. " sont abrogés;

b) à l'alinéa 2, un 7° est ajouté :

" 7° les règles relatives à la mise à l'ordre du jour d'un point sur avis motivé d'un ou plusieurs des comités visés aux articles 11, 18 et

21. ";

c) à l'alinéa 3, les mots " du Collège central de stratégie et de prospective et des groupes d'experts visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> " sont abrogés;

d) à l'alinéa 4, les mots " du Collège central de stratégie et de prospective" et les mots " ainsi que le règlement d'ordre intérieur commun aux groupes d'experts visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> " sont abrogés;

2° au paragraphe 2, les mots ", du Collège central de stratégie et de prospective" et les mots ", ainsi qu'à tout expert membre d'un groupe visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> " sont abrogés;

3° un paragraphe 3 est ajouté, rédigé comme suit :

" § 3. Le Conseil général et le Conseil de *monitoring* financier et budgétaire bénéficient du support des services de l'Agence afin d'assumer leurs missions. "

**Art. 12.** L'article 7/2 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, est abrogé.

**Art. 13.** Dans l'article 7/3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, les mots ", les membres du Conseil de stratégie et de prospective" sont abrogés.

**Art. 14.** A l'article 8/1 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, le paragraphe 1<sup>er</sup> est abrogé.

**Art. 15.** Dans l'article 9, 1°, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, les mots " Bien-être et " sont abrogés.

**Art. 16.** Dans l'intitulé de la section 2 du chapitre 2 du Titre II du Livre I<sup>er</sup> de la Partie I du même Code, les mots " Bien-être et " sont abrogés.

**Art. 17.** Dans l'intitulé de la sous-section 1° de la section 2 du chapitre 2 du Titre II du Livre I<sup>er</sup> de la Partie I du même Code, les mots " Bien-être et " sont abrogés.

**Art. 18.** A l'article 10 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " Bien-être et " sont abrogés; 2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

" Le comité " Santé " et les commissions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> bénéficient du support des services de l'Agence afin d'assumer leurs missions. "

**Art. 19.** Dans l'intitulé de sous-section 2 de la section 2 du chapitre 2 du Titre II du Livre I<sup>er</sup> de la Partie I du même Code, les mots " Bien-être et " sont abrogés.

**Art. 20.** A l'article 11 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 20 octobre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> :

a) dans la phrase liminaire, les mots " Bien-être et " sont abrogés;

b) au 1°, les mots " prévention et de la promotion de la santé sont remplacés par les mots " promotion de la santé en ce compris la prévention ";

c) au 2° le mot " wallons " est inséré entre les mots " assureurs " et ", qui ";

d) l'alinéa est complété par un 6° rédigé comme suit :

" 6° un représentant des associations représentatives des usagers de santé et des aînés, qui a voix délibérative. ";

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots " Bien-être et " sont chaque fois abrogés;

3° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

" Est considérée comme association représentative des usagers de santé et des aînés, pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, l'association qui remplit les conditions suivantes :

1° être soit une ASBL, soit un organisme public, soit un organisme d'intérêt public;

2° avoir pour objet principal l'entraide, le soutien, le conseil mutuel des usagers de santé ou des aînés, la promotion de leurs droits dans la société;

3° déployer ses activités sur le territoire de la région de langue française. ";

4° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " Bien être et " sont abrogés; 5° au paragraphe 2, alinéa 2 :

a) les mots " et 5° " sont remplacés par les mots ", 5° et 6° ";

b) le mot " wallons " est inséré entre le mot " assureurs " et les mots ", sur proposition ";

c) l'alinéa est complété par les mots " et sur proposition des associations représentatives des usagers de santé et des aînés. ";

6° au paragraphe 2, alinéa 4, les mots " Bien-être et " sont abrogés;

7° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots " et 5° " sont remplacés par les mots

", 5° et 6° ".

**Art. 21.** A l'article 11/1 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015 et modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> :

a) les mots " Bien-être et " sont à chaque fois abrogés;

b) au 10° les mots " Autonomie et grande Dépendance " sont remplacés par les mots " Aides à la mobilité ";

c) l'alinéa est complété par un 11° rédigé comme suit :

" 11° remet un avis, d'initiative ou à la demande, au Gouvernement sur tout avant-projet de décret, proposition de décret ou projet d'arrêté à portée réglementaire tendant à modifier la législation ou la réglementation régionales relatives à la politique de la santé, à la politique familiale et à la politique du troisième âge visées à l'article 2/2, 1°, 2° et 4°, rend des avis d'initiative sur des thématiques spécifiques relevant de sa compétence et propose au Conseil général des études sur des thématiques relevant de sa compétence. Dans l'exécution de cette mission, les représentants de l'Autorité ne participent pas à la délibération.

L'avis du Comité visé au 11° est communiqué dans un délai de trente-cinq jours à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet, sauf si le Gouvernement a fixé un autre délai. Passé ce délai, la formalité est censée avoir été accomplie.

Les avis rendus par le Comité " Santé " sont communiqués au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie. ";

2° au paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

" Le Comité " Santé " est valablement constitué lorsqu'il réunit la majorité absolue des membres dudit Comité avec au moins un représentant de chaque catégorie qui le compose conformément à l'article 11, § 1<sup>er</sup>. ";

3° au paragraphe 2, alinéa 2 :

a) les mots " Bien-être et " sont abrogés;

b) la première phrase est complétée par les mots " ou procède à l'organisation d'un vote électronique au plus tard le lendemain de la séance selon les conditions et les modalités définies dans son règlement d'ordre intérieur ".

**Art. 22.** A l'article 12 du même Code sont apportées les modifications suivantes : 1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, le mot " wallons " est ajouté après le mot " assureurs ";

2° au paragraphe 2, dernier alinéa, les mots " Bien-être et " sont abrogés.

**Art. 23.** A l'article 13 du même Code sont apportées les modifications suivantes : 1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, le mot " wallons " est ajouté après le mot " assureurs ";

2° au paragraphe 2, dernier alinéa, les mots " Bien-être et " sont abrogés.

**Art. 24.** A l'article 14 du même Code sont apportées les modifications suivantes : 1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, le mot " wallons " est ajouté après le mot " assureurs " ;

2° au paragraphe 2, dernier alinéa, les mots " Bien-être et " sont abrogés.

**Art. 25.** A l'article 15 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, le mot " wallons " est ajouté après le mot " assureurs " ;

2° au paragraphe 2, dernier alinéa, les mots " Bien-être et " sont abrogés.

**Art. 26.** A l'article 16 du même Code, modifié par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots " des services de la branche " Bien-être et Santé " désigné par le Conseil général sur proposition conjointe de l'administrateur général et de l'inspecteur général responsable de la branche

" Bien-être et Santé " " sont remplacés par les mots " de l'Agence " ; 2° au paragraphe 4 :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " au moins quatre-cinquième des membres de chaque catégorie " sont remplacés par les mots " la majorité absolue des membres de la Commission avec au moins un représentant de chaque catégorie qui la compose conformément aux articles 12, § 1<sup>er</sup>, 13, § 1<sup>er</sup>, 14, § 1<sup>er</sup>, et 15, § 1<sup>er</sup> " ;

b) à l'alinéa 2, la première phrase est complétée par les mots " ou procède à l'organisation d'un vote électronique au plus tard le lendemain de la séance selon les conditions et les modalités définies dans son règlement d'ordre intérieur " .

**Art. 27.** Dans l'article 16/1 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 28.** Dans l'article 17 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

" Le Comité " Handicap " et les Commissions visées à l'alinéa 2 bénéficient du support des services de l'Agence afin d'assumer leurs missions. " .

**Art. 29.** A l'article 18 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 20 octobre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 6°, le mot " wallons " est insérés entre les mots " assureurs " et les mots ", qui " ;

2° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est complété par le mot " wallons " .

**Art. 30.** A l'article 18/1 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015 et modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> :

a) le 8° est remplacé par ce qui suit :

" 8° assume une mission d'analyse et d'évaluation de toutes les politiques relatives au domaine du handicap au sein de l'Agence : " ;

b) au 10°, les mots " Autonomie et grande Dépendance " sont remplacés par les mots " Aides à la mobilité " et les mots " Bien-être et " sont abrogés ;

c) l'alinéa est complété par un 11° rédigé comme suit :

" 11° remet un avis, d'initiative ou à la demande, au Gouvernement sur tout avant-projet de décret, proposition de décret ou projet d'arrêté à portée réglementaire tendant à modifier la législation ou la réglementation régionales relatives à la politique des handicapés visée à l'article 2/2, 3°, rend des avis d'initiative sur des thématiques spécifiques relevant de sa compétence et propose au Conseil général des études sur des thématiques relevant de sa compétence. Dans l'exécution de cette mission, les représentants de l'Autorité ne participent pas à la délibération.

L'avis du Comité visé au 11° est communiqué dans un délai de trente- cinq jours à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet, sauf si le Gouvernement a fixé un autre délai. Passé ce délai, la formalité est censée avoir été accomplie.

Les avis rendus par le Comité " Handicap " sont communiqués au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie. " ;

2° au paragraphe 2 :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

" Le Comité " Handicap " est valablement constitué lorsqu'il réunit la majorité absolue des membres dudit Comité avec au moins un représentant de chaque catégorie qui le compose conformément à l'article 18, § 1<sup>er</sup>. " ;

b) à l'alinéa 2, la première phrase est complétée par les mots " ou procède à l'organisation d'un vote électronique au plus tard le lendemain de la séance selon les conditions et les modalités définies dans son règlement d'ordre intérieur " .

**Art. 31.** Dans l'article 20 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

" Le Comité " Familles " bénéficie du support des services de l'Agence afin d'assumer leurs missions. " .

**Art. 32.** A l'article 21/1 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, les mots " Prévention et Promotion de la Santé " sont remplacés par les mots " Promotion de la Santé en ce compris la Prévention " ;

b) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les 9° et 10° rédigés comme suit :

" 9° arrête les sous-critères quantifiables permettant de déterminer un pourcentage de qualité des prestations des caisses privées sur la base des critères définis par le Gouvernement en vue de répartir le montant de la subvention annuelle des caisses privées ;

10° remet, d'initiative ou à la demande, un avis au Gouvernement sur tout avant-projet de décret, propositions de décret ou projets d'arrêté à portée réglementaire tendant à modifier la législation ou la réglementation régionales relatives aux prestations familiales visées à l'article 2/2, 5°, rend des avis d'initiative sur des thématiques spécifiques relevant de sa compétence et propose au Conseil général des études sur des thématiques relevant de sa compétence. Dans l'exécution de cette mission, les représentants de l'Autorité ne participent pas à la délibération.

Le Comité est tenu de communiquer son avis visé au 10° dans un délai de trente-cinq jours à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet, sauf si le Gouvernement a fixé un autre délai. Passé ce délai, la formalité est censée avoir été accomplie.

Les avis rendus par le Comité Familles sont communiqués au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie. ”;

c) l'alinéa 2 est abrogé; 2° le paragraphe 2 est abrogé;

3° au paragraphe 3 :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

” Le Comité ” Familles ” est valablement constitué lorsqu'il réunit la majorité absolue des membres dudit Comité avec au moins un représentant de chaque catégorie qui le compose conformément à l'article 21, § 1<sup>er</sup>. ”;

b) à l'alinéa 2, la première phrase est complétée par les mots ” ou procède à l'organisation d'un vote électronique au plus tard le lendemain de la séance selon les conditions et les modalités définies dans son règlement d'ordre intérieur ”.

**Art. 33.** Dans l'intitulé de la section 5 du chapitre 2 du Titre II du Livre I<sup>er</sup> de la Partie I du même Code, les mots ” Bien-être et ” sont abrogés.

**Art. 34.** Dans l'article 22/2 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, les mots ” plan d'administration ” sont remplacés par les mots ” plan d'entreprise ”.

**Art. 35.** L'article 23 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

” Art. 23. § 1<sup>er</sup>. Il est institué une Commission ” Aides à la mobilité ” commune à la branche ” Santé ” et à la branche ” Handicap ”.

§ 2. La Commission ” Aides à la mobilité ” est composée d'un nombre égal de membres effectifs et suppléants :

1° désignés sur proposition des représentants des associations représentatives des pharmaciens et bandagistes;

2° désignés sur proposition des organismes assureurs wallons.

Le Comité ” Santé ” et le Comité ” Handicap ” fixent de commun accord le nombre de membres de cette commission.

§ 3. La Commission ” Aides à la mobilité ” est compétente pour :

1° conclure et proposer au Comité ” Santé ” et au Comité ” Handicap ” des accords relatifs aux aides à la mobilité;

2° faire des propositions en matière de couverture des besoins liés aux aides à la mobilité. ”.

**Art. 36.** A l'article 24 du même Code, modifié par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) les mots ” Prévention et Promotion de la Santé ” sont remplacés par les mots ” Promotion de la Santé en ce compris la Prévention ”;

b) les mots ” Bien-être et ” sont abrogés;

2° au paragraphe 2 :

a) dans la phrase liminaire, les mots ” Prévention et Promotion de la Santé ” sont remplacés par les mots ” Promotion de la Santé en ce compris la Prévention ”;

b) au 1°, les mots ” prévention et promotion de la santé ” sont remplacés par les mots ” promotion de la santé en ce compris la prévention ”;

c) le 2° est complété par le mot ” wallons ”;

3° au paragraphe 3 :

a) dans la phrase liminaire, les mots ” Prévention et Promotion de la Santé ” sont remplacés par les mots ” Promotion de la Santé en ce compris la Prévention ”;

b) au 1° et au 2°, les mots ” prévention et promotion de la santé ” sont à chaque fois remplacés par les mots ” promotion de la santé en ce compris la prévention ”.

**Art. 37.** A l'article 24/1 du même Code, inséré par le décret du 31 janvier 2019 et modifié par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots ” Bien-être et ” sont à chaque fois abrogés; 2° à l'alinéa 2 :

a) au 1°, le mot ” wallons ” est inséré entre le mot ” assureurs ” et le mot ” désignés ”;

b) au 2°, le mot ” wallons ” est inséré entre le mot ” assureurs ” et le mot ” de ”.

**Art. 38.** Dans l'article 25/1 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015 et modifié par le décret du 31 janvier 2019, le paragraphe 3 est abrogé.

**Art. 39.** L'article 25/2 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015 et modifié par le décret du 31 janvier 2019, est remplacé par ce qui suit :

” Art. 25/2. Le secrétariat des Comités et des Commissions est assuré par le personnel de l'Agence. ”.

**Art. 40.** A l'article 25/4 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015 et modifié par le décret du 31 janvier 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots " des services d'une des branches dont elle relève désigné par le Conseil général sur proposition conjointe de l'administrateur général et des inspecteurs généraux responsables des branches concernées " sont remplacés par les mots " de l'Agence ";

2° au paragraphe 4 :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " au moins quatre-cinquième des membres de chaque groupe " sont remplacés par les mots " la majorité absolue des membres de la commission avec au moins un représentant de chaque catégorie qui la compose conformément aux articles 23, § 2, 24, § 2, et 24/1 ";

b) à l'alinéa 2, la première phrase est complétée par les mots " ou procède à l'organisation d'un vote électronique au plus tard le lendemain de la séance selon les conditions et les modalités définies dans son règlement d'ordre intérieur ".

**Art. 41.** A l'article 26 du même Code, modifié par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " responsables de branches, chacun pour la branche qui le concerne " sont abrogés;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

**Art. 42.** L'article 26/1 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

" § 4. En cas de situation d'urgence épidémique au sens de l'article 2, 3°, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique et en cas d'arrêté du Gouvernement wallon décidant cet état d'urgence sanitaire pour tout ou partie de la région de langue française tel que visé à l'article 47/15/1, le conseil général prend une décision déléguant à l'administrateur général les mesures qui relèvent de la gestion journalière ou qui ne relèvent pas de la gestion journalière, mais qui sont nécessaires, pour une période maximale de trois mois. La prolongation de ces délégations est décidée par le conseil général, à chaque fois pour une période de maximum de trois mois.

Pendant la période d'état d'urgence sanitaire, l'administrateur général adopte des mesures qui relèvent de la gestion journalière ou qui ne relèvent pas de la gestion journalière et qui sont déléguées par le conseil général pour gérer, monitorer et maîtriser l'épidémie.

Les mesures visées au présent paragraphe sont, compte tenu des connaissances scientifiques relatives à la maladie infectieuse concernée, nécessaires, adéquates et proportionnelles aux objectifs d'empêcher toute nouvelle contamination et de maîtriser la propagation de l'épidémie. Chaque mois, ces mesures déléguées font l'objet d'un rapport au conseil général.

Toute nouvelle mesure déléguée ne peut pas être prise au-delà de la période d'état d'urgence sanitaire. Les mesures prises pendant la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> continuent à produire leurs effets jusqu'à leur complète opérationnalisation. "

**Art. 43.** L'article 26/4 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, est abrogé.

**Art. 44.** Dans l'article 27 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 45.** Dans l'article 28/2 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015 et modifié par le décret du 8 février 2018, le paragraphe 3 est abrogé.

**Art. 46.** L'article 28/6 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, est abrogé.

**Art. 47.** L'article 28/8 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, est abrogé.

**Art. 48.** Dans l'article 28/9 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, les mots " 31 mai " sont remplacés par les mots " 1<sup>er</sup> septembre ".

**Art. 49.** Dans l'article 29/1 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup> alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " , et le Conseil de stratégie et de prospective " sont abrogés;

2° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " responsables de branches " sont abrogés;

3° le paragraphe 5 est abrogé.

**Art. 50.** Dans l'article 29/3 du même Code, inséré par le décret du 3 décembre 2015, les mots " plan d'administration " sont à chaque fois remplacés par les mots " plan d'entreprise ".

**Art. 51.** Dans l'article 43, § 5, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 14 février 2019, les mots " de stratégie et de prospective visé aux articles 5 et suivants " sont remplacés par le mot " général ".

**Art. 52.** Dans l'article 43/1 du même Code, inséré par le décret du 16 février 2017, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot " CESW " est à chaque fois remplacé par le mot " CESE Wallonie ";

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> :

a) les mots " économique et social " sont remplacés par les mots " économique, social et environnemental ";

b) l'alinéa est complété par la phrase suivante : " L'avis du CESE Wallonie est sollicité au même moment que l'avis du Conseil général. ";

3° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots " de Stratégie et de prospective " sont remplacés par le mot " général ".

**Art. 53.** Les articles 699 à 701 du même Code, modifiés par le décret du 20 février 2014, sont abrogés.

CHAPITRE 3. — *Modification du décret du 3 décembre 2015  
relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles*

**Art. 54.** Dans l'article 154 du décret du 3 décembre 2015 relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé.

CHAPITRE 4. — *Disposition finale*

**Art. 55.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 octobre 2023.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,  
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—————  
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1428 (2022-2023) N<sup>os</sup> 1 à 3

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 octobre 2023

Discussion.

Vote.

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206285]

**12 OKTOBER 2023.** — **Decreet betreffende de instanties van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen) en houdende wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

**Art. 2.** In artikel 3, eerste lid, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt 2<sup>o</sup> opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 20 oktober 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> in paragraaf 1:

a) punt 4<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt:

"4<sup>o</sup> drie vertegenwoordigers van vertegenwoordigers van de Waalse verzekeringsinstellingen, die stemgerechtigd zijn;

b) het tweede lid wordt opgeheven;

2<sup>o</sup> in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord "Waalse" ingevoegd vóór het woord "verzekeringsinstellingen".

**Art. 4.** In artikel 4/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015 en gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, tweede lid:

a) in 1° worden de woorden "het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek," en de woorden "en van het huishoudelijk reglement dat gemeen is aan de groepen van deskundigen bedoeld in artikel 5, eerste lid" opgeheven;

b) in 4° wordt het woord "bestuursplan" vervangen door het woord "bedrijfsplan";

2° in paragraaf 5:

a) punt 1° wordt vervangen als volgt:

"1° bepaalt, in overleg met de Regering, de algemene, strategische en toekomstgerichte beleidslijnen van het Agentschap op middellange en lange termijn op basis van de opdrachten van het Agentschap bedoeld in artikel 5/6";

b) in 2° wordt het tweede lid opgeheven;

c) de paragraaf wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

"3° brengt op eigen initiatief of op verzoek van de Regering advies uit over elk voorontwerp van decreet, voorstel van decreet of ontwerp van besluit met reglementaire draagwijdte tot wijziging van de gewestelijke wetgeving of reglementering in verband met de overkoepelende bevoegdheden van het Agentschap op de in artikel 2/2 bedoelde gebieden. Bij de uitvoering van deze taak nemen de vertegenwoordigers van de Autoriteit niet deel aan de beraadslagingen.

De Algemene Raad kan het advies inwinnen van de in de artikelen 11, 18 en 21 bedoelde comités.

Het advies moet worden meegedeeld binnen vijftiendertig dagen na de datum van ontvangst van het volledige dossier waarin het advies wordt gevraagd, tenzij de Regering een andere termijn heeft bepaald. Na het verstrijken van deze termijn wordt de formaliteit als afgerond beschouwd.

De adviezen van de Algemene Raad worden meegedeeld aan de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Waalse Economische, Sociale en Milieuraad);

3° in paragraaf 7:

a) in lid 1 wordt het woord "drie" telkens vervangen door het woord "twee" en wordt het woord "Waalse" ingevoegd tussen de woorden "vertegenwoordigers van de" en het woord "verzekeringsinstellingen";

b) in lid 2 worden aan de eerste zin de woorden "of organiseert hij uiterlijk op de dag na de vergadering een elektronische stemming overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten die zijn vastgelegd in zijn huishoudelijk reglement" toegevoegd.

**Art. 5.** Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk 1 van titel II van boek I van Deel I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Sociaal en gezondheidsinformatiesysteem".

**Art. 6.** De artikelen 5 tot 5/5 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

**Art. 7.** Artikel 5/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019 en gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2022, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 5/6. § 1. Als verantwoordelijke voor de verwerking van gegevens heeft het Agentschap tot doel een sociaal en gezondheidsinformatiesysteem te ontwikkelen voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezin.

Hiertoe is het Agentschap verantwoordelijk voor statistieken, beleidsmonitoring, onderzoek, kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie en consultancy.

In dit kader verwerkt het Agentschap gegevens met betrekking tot het in artikel 2/2 bedoelde beleid voor de volgende doeleinden:

1° de opvolging van de begroting met betrekking tot de beleidsdomeinen bedoeld in artikel 2/2;

2° een adviserend doel om politieke beslissingen te ondersteunen en het beleid bedoeld in artikel 2/2 op een coherente en doeltreffende manier uit te voeren;

3° een evaluatief en toekomstgericht doel, om de doeltreffendheid van het gevoerde beleid te meten en voorstellen te formuleren om de bestaande strategieën te verbeteren;

4° een statistisch doel met het oog op het verzamelen, samenstellen, bekendmaken en actualiseren van statistieken, indicatoren en gegevens met betrekking tot de aangelegenheden bedoeld in artikel 2/2;

5° een rapporteringsdoel door indicatoren of geaggregeerde gegevens mee te delen aan andere instellingen.

§ 2. Hiertoe voert het Agentschap de volgende gegevensverwerkingen uit:

1° het verzamelen en centraliseren van sociale en gezondheidsgegevens over gezondheid, sociale bescherming, invaliditeit en gezin;

2° de analyse van de gegevens bedoeld in 1°, in het bijzonder rekening houdend met de genderdimensie, de handicap, de arbeidsomstandigheden, de werkgelegenheid en andere factoren van sociale ongelijkheid.

§ 3. Het Agentschap voert behoeftenramingen, evaluaties en effectstudies uit met betrekking tot de in artikel 2, lid 2, bedoelde beleidsmaatregelen. Daartoe voert het:

1° epidemiologische studies; 2° kwalitatieve studies;

3° verklarende kwantitatieve studies;

4° beoordelingen van processen voor het bereiken van doelstellingen en effecten; 5° prospectieve studies;

6° databanken voor wetenschappelijke studies.

§ 4. Het Agentschap gebruikt geanonimiseerde gegevens als onderdeel van het sociaal en gezondheidsinformatiesysteem.

§ 5. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering van dit artikel.



§ 6. Bevoegde of erkende operatoren van de in artikel 2/2 bedoelde beleidsmaatregelen werken mee aan het verzamelen van de gegevens die nodig zijn voor de uitvoering van dit artikel, met uitzondering van operatoren die dit rechtvaardigen in het licht van de wetgeving inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

§ 7. Het Agentschap kan een beroep doen op de wetenschappelijke en academische ondersteuning van onafhankelijke deskundigen en vertegenwoordigers van gebruikers erbij betrekken.”.

**Art. 8.** In artikel 6, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid wordt 4° opgeheven;

2° in het vierde lid wordt het woord “afdelingsverantwoordelijke” opgeheven;

**Art. 9.** In het opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk I, Titel II, Boek I van Deel I van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de Raad inzake strategie en” opgeheven.

**Art. 10.** In artikel 7 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “, het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek” opgeheven;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 11.** In artikel 7/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

a) in het eerste lid worden de woorden “het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek” en de zin “Het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek maakt een gemeenschappelijk huishoudelijk reglement op voor de groepen van deskundigen bedoeld in artikel 5, eerste lid.” opgeheven;

b) een nieuwe wordt toegevoegd aan lid 2:

“7° de regels voor de opneming van een punt op de agenda na een met redenen omkleed advies van één of meerdere van de in de artikelen 11, 18 en 21 bedoelde comités.”;

c) in lid 3 worden de woorden “, van het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek en van de groepen van deskundigen bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid,” opgeheven;

d) in lid 4 worden de woorden “, van het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek” en de woorden “alsook het huishoudelijk reglement gemeen aan de groepen van deskundigen bedoeld in artikel 5, eerste lid,” opgeheven;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “, het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek” en de woorden “alsook elke deskundige die lid is van een groep bedoeld in artikel 5, eerste lid,” opgeheven;

3° er wordt een nieuwe paragraaf 3 toegevoegd, luidend als volgt:

“§ 3. De Algemene raad en de Raad inzake budgettaire en financiële monitoring worden bij de uitvoering van hun taken ondersteund door de diensten van het Agentschap.”.

**Art. 12.** Artikel 7/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, wordt opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 7/3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, worden de woorden “de leden van de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek” opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 8/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, wordt paragraaf 1 opgeheven.

**Art. 15.** In artikel 9, 1°, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, worden de woorden “Welzijn en” opgeheven.

**Art. 16.** In het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk 2, Titel II, Boek I van Deel I van hetzelfde Wetboek worden de woorden “Welzijn en” opgeheven.

**Art. 17.** In het opschrift van onderafdeling 1 van afdeling 2 van hoofdstuk 2, Titel II, Boek I van Deel I van hetzelfde Wetboek worden de woorden “Welzijn en” opgeheven.

**Art. 18.** In artikel 10 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “Welzijn en” opgeheven; het tweede lid wordt vervangen door wat volgt:

“Het Comité “Gezondheid” en de in lid 1 bedoelde commissies worden bij de uitvoering van hun taken bijgestaan door de diensten van het Agentschap.”.

**Art. 19.** In het opschrift van onderafdeling 2 van afdeling 2 van hoofdstuk 2, Titel II, Boek I van Deel I van hetzelfde Wetboek worden de woorden “Welzijn en” opgeheven.

**Art. 20.** In artikel 11 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 20 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid:

a) in de inleidende zin worden de woorden “Welzijn en” opgeheven;

b) in 1° worden de woorden “sectoren preventie en gezondheidsbevordering” vervangen door de woorden “sectoren bevordering van de gezondheid, met inbegrip van de preventie”;

c) in 2° wordt het woord “Waalse” ingevoegd tussen de woorden “van de” en het woord “verzekeringsinstellingen”;

d) het lid wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

“6° een vertegenwoordiger van de verenigingen die gebruikers van de gezondheidszorg en bejaarden vertegenwoordigen, die stemrecht heeft.”;

2° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden “Welzijn en” telkens opgeheven;

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid 4, luidend als volgt:

“Voor de toepassing van het eerste lid, 6°, wordt een vereniging geacht representatief te zijn voor de gebruikers van de gezondheidszorg en bejaarden als ze voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° ofwel een VZW, een openbare instelling of een instelling van openbaar nut zijn;

2° als hoofddoel hebben de wederzijdse bijstand, ondersteuning en advisering van gebruikers van de gezondheidszorg en bejaarden, en de bevordering van hun rechten in de samenleving;

3° haar activiteiten uitoefenen in het Franse taalgebied.”;

4° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “Welzijn en” opgeheven; 5° in paragraaf 2, tweede lid:

a) de woorden “en 5°” worden vervangen door de woorden “, 5° en 6°”;

b) het woord “Waalse” wordt ingevoegd tussen de woorden “voordracht van de” en het woord “verzekeringsinstellingen”;

c) het lid wordt aangevuld met de woorden “en op de voordracht van verenigingen die gebruikers van de gezondheidszorg en bejaarden vertegenwoordigen.”;

6° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden “Welzijn en” telkens opgeheven;

7° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “en 5°” vervangen door de woorden “, 5° en 6°”;

**Art. 21.** In artikel 11/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid:

a) de woorden “Welzijn en” worden telkens opgeheven;

b) in 10° worden de woorden “Autonomie en zware afhankelijkheid” vervangen door de woorden “Mobiliteits-hulpmiddelen”;

c) het lid wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt:

“11° brengt, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, advies uit over elk voorontwerp van decreet, voorstel van decreet of ontwerp van besluit met reglementaire draagwijdte tot wijziging van de gewestelijke wetgeving of reglementering betreffende het gezondheidsbeleid, het gezinsbeleid en het ouderenbeleid bedoeld in artikel 2/2, 1°, 2° en 4°, brengt initiatiefadviezen uit over specifieke aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren en stelt studies voor aan de Algemene Raad over aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren. Bij het uitvoeren van deze opdracht nemen de vertegenwoordigers van de Autoriteit niet deel aan de beraadslagingen.

Het in 11° bedoelde advies van het Comité moet worden meegedeeld binnen vijftig dagen na de datum van ontvangst van het volledige dossier waarin het advies wordt gevraagd, tenzij de Regering een andere termijn heeft bepaald. Na het verstrijken van deze termijn wordt de formaliteit als afgerond beschouwd.

De adviezen van het Comité “Gezondheid” worden meegedeeld aan de “Conseil économique, social et environnemental de Wallonie” (Waalse Economische, Sociale en Milieuraad).”;

2° in paragraaf 2 wordt lid 1 vervangen door wat volgt:

“Het Comité “Gezondheid” is geldig samengesteld wanneer de volstreckte meerderheid van de leden van bedoeld comité, met ten minste één vertegenwoordiger van elke categorie waaruit het overeenkomstig artikel 11, § 1 is samengesteld, aanwezig is.”;

3° in paragraaf 2, tweede lid:

a) de woorden “Welzijn en” worden telkens opgeheven;

b) de eerste zin wordt aangevuld met de woorden “of organiseert het uiterlijk op de dag na de vergadering een elektronische stemming overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten die zijn vastgelegd in zijn huishoudelijk reglement”.

**Art. 22.** In artikel 12 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 1, 2°, wordt het woord “Waalse” toegevoegd vóór het woord “verzekeringsinstellingen”;

2° in paragraaf 2, laatste lid, worden de woorden “Welzijn en” telkens opgeheven.

**Art. 23.** In artikel 13 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 1, 2°, wordt het woord “Waalse” toegevoegd vóór het woord “verzekeringsinstellingen”;

2° in paragraaf 2, laatste lid, worden de woorden “Welzijn en” telkens opgeheven.

**Art. 24.** In artikel 14 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 1, 2°, wordt het woord “Waalse” toegevoegd vóór het woord “verzekeringsinstellingen”;

2° in paragraaf 2, laatste lid, worden de woorden “Welzijn en” telkens opgeheven.

**Art. 25.** In artikel 15 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 2°, wordt het woord “Waalse” toegevoegd vóór het woord “verzekeringsinstellingen”;

2° in paragraaf 2, laatste lid, worden de woorden “Welzijn en” telkens opgeheven.

**Art. 26.** In artikel 16 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de woorden “van de diensten van de sector “Welzijn en Gezondheid” aangewezen door de Algemene raad op de gezamenlijke voordracht van de administrateur-generaal en van de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de afdeling “Welzijn en Gezondheid” vervangen door de woorden “van het Agentschap”;

2° in paragraaf 4:

a) in het eerste lid worden de woorden “wanneer ze minstens vier vijfde van de leden van elke categorie bijeenbrengt.” vervangen door de woorden “wanneer ze de volstreckte meerderheid van de leden van de Commissie, met ten minste één vertegenwoordiger uit elk van de categorieën waaruit de Commissie bestaat overeenkomstig de artikelen 12, § 1, 13, § 1, 14, § 1 en 15, § 1, bijeenbrengt.”;

b) in lid 2 worden aan de eerste zin de woorden "of organiseert zij uiterlijk op de dag na de vergadering een elektronische stemming overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten die zijn vastgelegd in haar huishoudelijk reglement" toegevoegd.

**Art. 27.** In artikel 16/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 28.** In artikel 17 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Het Comité "Handicap" en de in lid 2 bedoelde commissies worden bij de uitvoering van hun taken bijgestaan door de diensten van het Agentschap.".

**Art. 29.** In artikel 18 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 20 oktober 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 6°, wordt het woord "Waalse" ingevoegd tussen de woorden "van de" en het woord "verzekeringsinstellingen";

2° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord "Waalse" ingevoegd tussen de woorden "en de" en het woord "verzekeringsinstellingen".

**Art. 30.** In artikel 18/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid:

a) punt 8° wordt vervangen als volgt:

"8° vervult een opdracht van analyse en beoordeling van alle beleidslijnen in verband met handicaps binnen het Agentschap:";

b) in 10° worden de woorden "Autonomie en zware afhankelijkheid" vervangen door de woorden "Mobiliteitshulpmiddelen" en worden de woorden "Welzijn en" opgeheven;

c) het lid wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt:

"11° brengt, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, advies uit over elk voorontwerp van decreet, voorstel van decreet of ontwerp van besluit met reglementaire draagwijdte tot wijziging van de gewestelijke wetgeving of reglementering betreffende het gehandicaptenbeleid bedoeld in artikel 2/2, 3°, brengt initiatiefadviezen uit over specifieke aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren en stelt studies voor aan de Algemene Raad over aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren. Bij het uitvoeren van deze opdracht nemen de vertegenwoordigers van de Autoriteit niet deel aan de beraadslagingen.

Het in 11° bedoelde advies van het Comité moet worden meegedeeld binnen vijftig dagen na de datum van ontvangst van het volledige dossier waarin het advies wordt gevraagd, tenzij de Regering een andere termijn heeft bepaald. Na het verstrijken van deze termijn wordt de formaliteit als afgerond beschouwd.

De adviezen van het Comité "Handicap" worden meegedeeld aan de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Waalse Economische, Sociale en Milieuraad).";

2° in paragraaf 2:

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"Het Comité "Handicap" is geldig samengesteld wanneer de volstreekte meerderheid van de leden van bedoeld comité, met ten minste één vertegenwoordiger van elke categorie waaruit het overeenkomstig artikel 18, § 1 is samengesteld, aanwezig is.";

b) in lid 2 worden aan de eerste zin de woorden "of organiseert het uiterlijk op de dag na de vergadering een elektronische stemming overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten die zijn vastgelegd in zijn huishoudelijk reglement" toegevoegd.

**Art. 31.** In artikel 20 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Het Comité "Gezin" wordt bij de uitvoering van zijn taken bijgestaan door de diensten van het Agentschap.".

**Art. 32.** In artikel 21/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

a) in lid 1, 8°, worden de woorden "Preventie en Bevordering van de Gezondheid" vervangen door de woorden "Bevordering van de gezondheid, met inbegrip van de preventie";

b) het eerste lid wordt aangevuld met de punten 9° en 10°, luidend als volgt:

"9° bepaalt de kwantificeerbare subcriteria voor het bepalen van een percentage van de kwaliteit van de dienstverlening door de privé-fondsen op basis van de criteria bepaald door de Regering met het oog op de verdeling van het bedrag van de jaarlijkse subsidie aan de privé-fondsen;

10° brengt, op eigen initiatief of op verzoek, advies uit over elk voorontwerp van decreet, voorstel van decreet of ontwerp van besluit met reglementaire draagwijdte tot wijziging van de gewestelijke wetgeving of reglementering betreffende de gezinsbijslagen bedoeld in artikel 2/2, 5°, brengt initiatiefadviezen uit over specifieke aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren en stelt studies voor aan de Algemene Raad over aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren. Bij het uitvoeren van deze opdracht nemen de vertegenwoordigers van de Autoriteit niet deel aan de beraadslagingen.

Het Comité moet zijn advies bedoeld in 10° mededelen binnen vijftig dagen na de datum van ontvangst van het volledige dossier waarin het advies wordt gevraagd, tenzij de Regering een andere termijn heeft bepaald. Na het verstrijken van deze termijn wordt de formaliteit als afgerond beschouwd.

De adviezen van het Comité "Gezin" worden meegedeeld aan de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Waalse Economische, Sociale en Milieuraad).";

c) lid 2 wordt opgeheven; 2° paragraaf 2 wordt opgeheven;

3° in paragraaf 3:

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"Het Comité "Gezin" is geldig samengesteld wanneer de volstreekte meerderheid van de leden van bedoeld comité, met ten minste één vertegenwoordiger van elke categorie waaruit het overeenkomstig artikel 21, § 1 is samengesteld, aanwezig is.";

b) in lid 2 worden aan de eerste zin de woorden "of organiseert het uiterlijk op de dag na de vergadering een elektronische stemming overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten die zijn vastgelegd in zijn huishoudelijk reglement" toegevoegd.

**Art. 33.** In het opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk 2, Titel II, Boek I van Deel I van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Welzijn en" opgeheven.

**Art. 34.** In artikel 22/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, wordt het woord "bestuursplan" vervangen door het woord "bedrijfsplan".

**Art. 35.** Artikel 23 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, wordt vervangen als volgt:

"Art. 23. § 1. Er wordt een Commissie "Mobiliteitshulpmiddelen" opgericht die gemeenschappelijk is met de afdeling "Gezondheid" en de afdeling "Handicap".

§ 2. De Commissie "Mobiliteitshulpmiddelen" bestaat uit een gelijk aantal gewone leden en plaatsvervangende leden:

1° aangewezen op voorstel van de vertegenwoordigers van de verenigingen die apothekers en bandagisten vertegenwoordigen;

2° aangewezen op voorstel van de Waalse verzekeringsinstellingen.

Het Comité "Gezondheid" en het Comité "Handicap" bepalen in onderling overleg het aantal leden van deze commissie.

§ 3. De Commissie "Mobiliteitshulpmiddelen" is bevoegd om:

1° overeenkomsten inzake mobiliteitshulpmiddelen af te sluiten en voor te stellen aan het Comité "Gezondheid" en het Comité "Handicap";

2° voorstellen te doen om de behoeften in verband met mobiliteitshulpmiddelen te dekken."

**Art. 36.** In artikel 24 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

a) de woorden "Preventie en Bevordering van de Gezondheid" worden vervangen door de woorden "Bevordering van de gezondheid, met inbegrip van de Preventie";

b) de woorden "Welzijn en" worden opgeheven;

2° in paragraaf 2:

a) in de inleidende zin worden de woorden "Preventie en Bevordering van de Gezondheid" vervangen door de woorden "Bevordering van de gezondheid, met inbegrip van de Preventie";

b) in 1° worden de woorden "de preventie en de bevordering van de gezondheid" vervangen door de woorden "de bevordering van de gezondheid, met inbegrip van de preventie";

c) in 2° wordt het woord "Waalse" ingevoegd vóór het woord "verzekeringsinstellingen";

3° in paragraaf 3:

a) in de inleidende zin worden de woorden "Preventie en Bevordering van de Gezondheid" vervangen door de woorden "Bevordering van de gezondheid, met inbegrip van de Preventie";

b) in 1° en in 2° worden de woorden "preventie en de bevordering van de gezondheid" telkens vervangen door de woorden "bevordering van de gezondheid, met inbegrip van de preventie".

**Art. 37.** In artikel 24/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 31 januari 2019 en gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "Welzijn en" worden telkens opgeheven; 2° in het tweede lid:

a) in 1° wordt het woord "Waalse" ingevoegd tussen de woorden "van de" en het woord "verzekeringsinstellingen";

b) in 2° wordt het woord "Waalse" ingevoegd tussen de woorden "van de" en het woord "verzekeringsinstellingen".

**Art. 38.** In artikel 25/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015 en gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2019, wordt paragraaf 3 opgeheven.

**Art. 39.** Artikel 25/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015 en gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2019, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 25/2. Het secretariaat van de Comités en Commissies wordt waargenomen door het personeel van het Agentschap."

**Art. 40.** In artikel 25/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015 en gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de woorden "van de diensten van één van de afdelingen waaronder zij ressorteert, aangewezen door de Algemene raad op het gezamenlijk voorstel van de administrateur-generaal en van de inspecteurs-generaal verantwoordelijk voor de betrokken afdelingen" vervangen door de woorden "van het Agentschap";

2° in paragraaf 4:

a) in het eerste lid worden de woorden "wanneer ze minstens vier vijfde van de leden van elke groep bijeenbrengt." vervangen door de woorden "wanneer ze de volstreekte meerderheid van de leden van de Commissie, met ten minste één vertegenwoordiger uit elk van de categorieën waaruit de Commissie bestaat overeenkomstig de artikelen 23, § 2, 24, § 2, et 24/1, bijeenbrengt.";

b) in lid 2 worden aan de eerste zin de woorden "of organiseert het uiterlijk op de dag na de vergadering een elektronische stemming overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten die zijn vastgelegd in zijn huishoudelijk reglement" toegevoegd.

**Art. 41.** In artikel 26 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "verantwoordelijk voor afdelingen, ieder voor de afdeling die hem betreft" opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

**Art. 42.** Artikel 26/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 mei 2015, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

"§ 4. In geval van een epidemische noodtoestand in de zin van artikel 2, 3°, van de wet van 14 augustus betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie en in geval van een besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van deze noodtoestand op gezondheidsgebied voor het geheel of een deel van het Franse taalgebied bedoeld in artikel 47/15/1, neemt de Algemene Raad een besluit waarbij aan de administrateur-generaal de maatregelen worden gedelegeerd die tot het dagelijks bestuur behoren of die niet tot het dagelijks bestuur behoren, maar die noodzakelijk zijn, en dit voor een maximumduur van drie maanden. Over de verlenging van deze delegaties beslist de Algemene Raad, telkens voor een periode van maximaal drie maanden.

Tijdens de noodtoestand op gezondheidsgebied neemt de administrateur-generaal maatregelen die tot het dagelijks beheer behoren of niet tot het dagelijks beheer behoren en die door de algemene raad worden gedelegeerd om de epidemie te beheeren, te monitoren en te controleren.

De in deze paragraaf bedoelde maatregelen zijn, in het licht van de wetenschappelijke kennis van de betrokken besmettelijke ziekte, noodzakelijk, passend en evenredig met de doelstellingen om verdere besmetting te voorkomen en de verspreiding van de epidemie te beheersen. Elke maand wordt aan de Algemene Raad verslag uitgebracht over deze gedelegeerde maatregelen.

Na afloop van de noodtoestand op gezondheidsgebied mogen geen nieuwe gedelegeerde maatregelen worden genomen. Maatregelen die tijdens de in lid 1 bedoelde periode worden genomen, blijven van kracht totdat zij volledig zijn uitgevoerd.

**Art. 43.** Artikel 26/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, wordt opgeheven.

**Art. 44.** In artikel 27 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 45.** In artikel 28/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015 en gewijzigd bij het decreet van 8 februari 2018, wordt paragraaf 3 opgeheven.

**Art. 46.** Artikel 28/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, wordt opgeheven.

**Art. 47.** Artikel 28/8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, wordt opgeheven.

**Art. 48.** In artikel 28/9 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, worden de woorden "31 mei" vervangen door de woorden "1 september".

**Art. 49.** In artikel 29/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "en de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek" opgeheven;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "die voor afdelingen verantwoordelijk zijn" opgeheven;

3° paragraaf 5 wordt opgeheven.

**Art. 50.** In artikel 29/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, wordt het woord "bestuursplan" telkens vervangen door het woord "bedrijfsplan".

**Art. 51.** In artikel 43, § 5, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 14 februari 2019, worden de woorden "de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek bedoeld in de artikelen 5 en volgende" vervangen door de woorden "de Algemene Raad".

**Art. 52.** In artikel 43/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 16 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "CESW" wordt telkens vervangen door "CESW Wallonie";

2° in paragraaf 1, eerste lid:

a) de woorden "économique et social" worden vervangen door de woorden "économique, social et environnemental";

b) het lid wordt aangevuld met de volgende zin: "Het advies van de "CESE Wallonie" wordt tegelijkertijd met dat van de Algemene Raad ingewonnen.";

3° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek" vervangen door de woorden "de Algemene Raad".

**Art. 53.** De artikelen 699 tot 701 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging in het decreet van 3 december 2015 betreffende het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap Voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen)*

**Art. 54.** In artikel 154 van het decreet van 3 december 2015 betreffende het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap Voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen), wordt het eerste lid opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

**Art. 55.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 oktober 2023.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
Valérie DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Waals Parlement, 1428 (2022-2023) Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, plenaire vergadering van 11 oktober 2023.

Bespreking.

Stemming.

—————  
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47328]

**7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon  
approuvant les modifications des statuts de la Société publique de gestion de l'eau**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau ;

Vu les articles D.331 et suivants du Code de l'Eau ;

Vu les statuts de la Société publique de gestion de l'eau après leur dernière modification adoptée le 17 juin 2019 et approuvée par le Gouvernement wallon le 23 mai 2019 ;

Vu la décision d'adaptation des statuts au code des sociétés et associations, au Code de l'Eau et au code de droit économique, adoptée le 19 juin 2023 par l'assemblée générale extraordinaire de la Société publique de gestion de l'eau ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement approuve les modifications statutaires approuvées par l'assemblée générale extraordinaire de la Société publique de gestion de l'eau (S.P.G.E) du 19 juin 2023, à savoir :

« CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dénomination - Forme - Objet - Siège - Durée*

**Article 1. — Dénomination – Forme**

La société dénommée « Société Publique de Gestion de l'Eau » (en abrégé « S.P.G.E. » ou « SPGE ») est société anonyme de droit public instituée par l'article D. 331 du Livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'Eau (Décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau - M.B. 23.09.2004- ainsi que ses modifications ultérieures), ci-après dénommé « le Code de l'Eau ».

**Article 2. — Objet**

§ 1<sup>er</sup>. La SPGE a pour objet :

- la protection des eaux potabilisables, l'assainissement collectif de l'eau usée et la gestion publique de l'assainissement autonome ;